

leurs propres représentants et tous les gouvernements sont disposés à respecter le choix des autres.

17. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) fait observer que si l'on décidait d'éliminer la procédure de confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques, il faudrait modifier toutes les résolutions du Conseil qui ont porté création de ces commissions, lesquelles remontent toutes à 1946, ainsi que les articles 12 et 13 du règlement intérieur des commissions techniques.

18. Le PRESIDENT suggère de prier le Secrétariat d'établir un document où il décrirait brièvement les mesures qu'il y aurait lieu de prendre afin d'éliminer la formalité que représente la confirmation de la nomination des représentants aux commissions techniques.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 50.

2043^e séance

Vendredi 14 janvier 1977, à 11 h 15.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2043

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail de base du Conseil pour 1977 (*suite**) [E/5900, E/5905, E/L.1743]

1. Le PRESIDENT appelle l'attention sur le projet de décision E/L.1743, qu'il a établi en sa qualité de président eu égard aux réunions consultatives déjà tenues pendant la session du Conseil. On avait espéré que, selon la tradition, le projet de décision concernant le programme de travail de base du Conseil ferait l'objet d'un consensus, mais malheureusement, malgré leurs efforts, les délégations ne sont pas parvenues à un consensus sur le projet de décision figurant à l'alinéa e du paragraphe 4 du document E/L.1743, concernant la résolution 31/33 de l'Assemblée générale.

2. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il serait préférable d'aligner le libellé du point 10 de l'ordre du jour qui, aux termes du projet de décision, devrait être examiné à la soixante-deuxième session sur le titre officiel de la Décennie des Nations Unies pour la femme. En conséquence, il propose de remplacer les mots "activités destinées à la promotion de la femme" par "Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix".

3. M. TEMPLETON (Nouvelle-Zélande) n'aura pas d'objection à la proposition de l'Union soviétique s'il est entendu que le nouveau libellé du point 10 de l'ordre du jour couvre toutes les questions énumérées au chapitre IV du document E/5900 dans la section relative aux activités destinées à la promotion de la femme, y compris le rapport de la Commission de la condition de la femme. Sinon, la délégation néo-zélandaise ne saurait accepter une limitation de l'énoncé du point 10 de l'ordre du jour.

4. M. MARSHALL (Royaume-Uni) fait observer que la Commission de la condition de la femme est plus ancienne et que son mandat recouvre des activités plus vastes que la

Décennie des Nations Unies pour la femme. Il faut donc trouver, pour le point 10 de l'ordre du jour, un intitulé plus large que celui qui a été proposé par le représentant de l'Union soviétique.

5. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose de conserver le libellé actuel et d'y ajouter les mots "Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix".

Il en est ainsi décidé.

6. M. MARSHALL (Royaume-Uni) propose de supprimer les mots "31/33 relative aux conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe," à l'alinéa e du paragraphe 4 du document E/L.1743. Au paragraphe 8 du dispositif de cette résolution, l'Assemblée générale a demandé au Conseil économique et social d'entreprendre une tâche qui, de l'avis du Gouvernement britannique, n'est nullement de son ressort puisqu'il s'agirait, de la part d'un organe créé en application de la Charte des Nations Unies, d'examiner la manière dont certains gouvernements membres s'acquittent, dans un autre organe issu de la Charte, des responsabilités qui leur incombent en vertu de cette même Charte.

7. En formulant cette demande, l'Assemblée générale a placé le Conseil économique et social devant un problème délicat. La délégation britannique respecte et partage sans réserve la position selon laquelle le Conseil doit normalement faire ce que l'Assemblée générale lui demande. Par contre, elle n'admet pas que le Conseil économique et social, qui est un organe créé en vertu de la Charte, n'ait aucune latitude quant à la manière de s'acquitter de ses responsabilités, ou que la seule possibilité qui s'offre à lui dans les circonstances actuelles soit celle qui est proposée dans le document E/L.1743. Le Conseil doit examiner attentivement les conséquences qu'aurait le fait de mentionner la résolution 31/33 de l'Assemblée générale dans son programme de travail. Bien que le paragraphe 8 du

* Reprise des débats de la 2039^e séance.

dispositif de cette résolution vise expressément trois Etats Membres et porte sur une question précise, l'idée sous-jacente concerne tous les Etats Membres de l'ONU et toutes les questions dont ils pourraient être saisis.

8. Le fond du problème pourrait être examiné au sein de l'instance compétente et en temps opportun. La délégation britannique, pour sa part, n'aurait aucune difficulté à justifier les positions prises par son gouvernement. Elle est très reconnaissante à tous ceux qui ont recherché un moyen de permettre au Conseil de parvenir au consensus traditionnel qui convient à l'établissement du programme de travail. Le fait que le Conseil ne puisse s'entendre sur l'alinéa *e* du paragraphe 4 ne doit nuire ni au consensus auquel on est parvenu sur tous les autres points ni à l'esprit dans lequel les membres du Conseil doivent travailler ensemble.

9. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) dit que l'important n'est pas que le Conseil n'ait pas pu parvenir à un accord sur l'alinéa *e* du paragraphe 4, mais qu'il ait pu s'entendre sur tout le reste. La délégation des Etats-Unis appuie la proposition du Royaume-Uni et souscrit aux arguments avancés pour la justifier. Il ne s'agit pas essentiellement d'une question de politique économique ou sociale mais d'une question de principe qui met en jeu d'importants éléments politiques. Dans une certaine mesure, la résolution 31/33 de l'Assemblée générale est fondée sur un mauvais principe et mal avisée au point de vue politique, et toute décision du Conseil tendant à renvoyer la question à la Commission des droits de l'homme le serait aussi. La délégation des Etats-Unis attache une grande importance au fond de la question et maintient les vues qu'elles a exprimées à ce sujet à la Troisième Commission de l'Assemblée générale, lors de la trente et unième session. Elle continue de penser que la meilleure manière d'organiser les travaux du Conseil est d'agir par voie de consensus véritable. Or, un tel consensus n'a pas été possible au sujet de l'alinéa en question.

10. M. ROUGE (France) appuie les vues exprimées par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Le membre de phrase considéré devrait être supprimé pour des raisons politiques et juridiques qui ne modifient en rien le fond de la question.

11. M. MAHGOUB (Soudan) estime qu'il faut faire une distinction entre les aspects de procédure et de fond en ce qui concerne la question dont le Conseil est saisi. Omettre la référence à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale à l'alinéa *e* du paragraphe 4 reviendrait à contester une décision de l'Assemblée générale. La délégation soudanaise comprend les difficultés que soulève pour certaines délégations la mention de cette résolution et elle est consciente de ses implications politiques. Toutefois, l'*apartheid* est une réalité économique et sociale et le Conseil économique et social ne saurait échapper à ses responsabilités à cet égard. La délégation soudanaise ne saurait donc accepter aucune modification du libellé figurant dans le document E/L.1743.

12. M. BAMBA (Haute-Volta) regrette que le Conseil n'ait pas pu parvenir à un consensus sur le membre de phrase en question. L'Assemblée générale devrait pouvoir rappeler leurs responsabilités aux membres du Conseil économique

et social qui jouissent du droit de veto au Conseil de sécurité, et une étude des conséquences de l'usage du veto serait un bon moyen de le faire. La délégation de la Haute-Volta ne saurait donc souscrire à la proposition du Royaume-Uni.

13. M. BENHOCINE (Algérie) dit que sa délégation regrette, elle aussi, que le Conseil n'ait pu parvenir à un consensus sur l'alinéa *e* du paragraphe 4, d'autant plus que, du point de vue de la procédure, toutes les dispositions figurant dans le document E/L.1743 sont strictement conformes aux méthodes de travail habituelles du Conseil.

14. Au cours de précédentes interventions, certains représentants ont évoqué une question de principe. Or, la suppression de la référence à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale serait contraire à un principe fondamental, à savoir la suprématie des décisions prises par l'Assemblée générale en tant qu'organe suprême de l'ONU. En l'occurrence, l'Assemblée générale a adopté une résolution dont certains de ses membres n'approuvent pas le contenu. On devrait débattre des dispositions de la résolution en question dans d'autres instances et les délégations qui ont des objections à formuler au sujet du contenu de la résolution pourraient simplement les faire consigner dans les comptes rendus de la présente session, tout en consentant à adopter le programme de travail du Conseil par consensus. C'est là la procédure normale.

15. M. IBRAHIM (Ethiopie) fait observer que les sessions d'organisation du Conseil ont pour seule tâche de répartir les questions qui lui ont été renvoyées par des organes délibérants entre les deux sessions annuelles. Le Conseil n'est pas en droit, durant la session d'organisation, de décider de ne pas inscrire une question au programme de travail de base. Les délégations qui ont des objections à formuler à l'égard du contenu de certaines questions devraient attendre pour ce faire que le Conseil examine lesdites questions quant au fond. La délégation éthiopienne estime donc qu'il serait tout à fait inopportun de mettre la proposition du Royaume-Uni aux voix.

16. Mlle ILIĆ (Yougoslavie) regrette que l'on n'ait pu parvenir à un consensus sur l'alinéa *e* du paragraphe 4 et estime, comme les représentants du Soudan, de la Haute-Volta et de l'Algérie, qu'il est nécessaire de conserver le paragraphe tel qu'il est.

17. Mlle BALOGUN (Nigéria) demande instamment à la délégation britannique de retirer sa proposition. L'Assemblée générale a adopté une résolution qui assigne au Conseil économique et social une tâche précise et le Conseil aurait tort de remettre cette décision en question. En outre, le Conseil ne devrait pas débattre de la façon de traiter telle ou telle question au cours de sa session d'organisation; ce serait donc une erreur que de mettre la proposition du Royaume-Uni aux voix.

18. M. ACEMAH (Ouganda) dit que sa délégation partage les vues exprimées par les représentants du Nigéria, de la Haute-Volta, de la Yougoslavie, du Soudan et de l'Algérie. Elle regrette que le Conseil n'ait pu, en dépit des consultations intensives et des réunions officieuses qui ont eu lieu, parvenir à un accord. La question dont le Conseil est saisi est une question de pure procédure. Le Conseil n'est pas

habilité à contester une décision de l'Assemblée générale, qui est un organe de rang plus élevé. La délégation ougandaise ne peut donc approuver la proposition visant à supprimer la référence à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale.

19. Mme MAIR (Jamaïque) dit que sa délégation se préoccupe essentiellement du statut dont jouissent les décisions de l'Assemblée générale dans le cadre de l'ONU. Leur primauté serait gravement entamée si le Conseil décidait de supprimer la référence à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale à l'alinéa e du paragraphe 4. Les vues de la délégation jamaïcaine sur ce point ne préjugent en rien de sa position sur la teneur de la question, qui pourrait être examinée en temps et lieu opportuns.

20. M. QADRUD-DIN (Pakistan) dit que la discussion semble porter sur deux questions distinctes. La première et la plus importante est la question de procédure; il s'agit de savoir si le Conseil peut refuser d'appliquer les directives qu'il a reçues de l'Assemblée générale. La délégation pakistanaise estime que non. La deuxième question a trait aux difficultés que soulève pour certaines délégations le contenu de la résolution 31/33 de l'Assemblée générale. De l'avis de la délégation pakistanaise, c'est devant l'Assemblée générale qu'il convenait d'exprimer une opinion sur le fond de la résolution; l'examen de cette question aux prochaines sessions du Conseil et de la Commission des droits de l'homme fourniront une nouvelle occasion d'aborder ce sujet. La délégation pakistanaise ne peut donc accepter la proposition britannique et espère que cette dernière ne la maintiendra pas.

21. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation espère que le projet de programme de travail de base proposé par le Président (E/L.1743) pourra être adopté par consensus, mais qu'elle estime que la proposition présentée par le représentant du Royaume-Uni soulève une importante question de procédure, qui est de savoir si un organe créé par la Charte peut examiner les activités d'un autre organe pareillement créé. En adoptant le projet tel qu'il est libellé, le Conseil ne ferait que renvoyer le problème à la Commission des droits de l'homme, où il n'a pas sa place. C'est pourquoi la délégation de la République fédérale d'Allemagne appuie la proposition du Royaume-Uni.

22. M. GAMBOA (Venezuela) reconnaît qu'il ne sera pas aisé pour le Conseil de parvenir à un consensus sur la question mais estime que, puisqu'une décision a été prise par l'Assemblée générale en ce qui concerne la résolution 31/33, le Conseil créerait un dangereux précédent en adoptant l'amendement proposé par la délégation britannique.

23. M. ALSAIDI (Yémen) dit que sa délégation ne peut accepter que l'on apporte une quelconque modification à l'alinéa e du paragraphe 4 et souhaite que l'on conserve le libellé qui a été proposé par le Président.

24. M. YANKOV (Bulgarie) dit que le problème est triple. Il y a premièrement un problème de procédure: l'Assemblée générale a adopté une résolution et le Conseil, en vertu du paragraphe 2 de l'article 9 de son règlement intérieur, doit inscrire le point en question à son ordre du jour

provisoire. Deuxièmement, il existe un problème constitutionnel, qui est de savoir si le Conseil est compétent pour contester ou interpréter les dispositions de la Charte. De telles considérations sont sans rapport avec le point en litige et ne devraient être abordées qu'au cours d'une discussion qui leur serait spécialement consacrée. Enfin, il existe un problème politique ou de fond, qui est de savoir si le Conseil devrait être tenu de porter un jugement au sujet du principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité.

25. M. Yankov reconnaît, comme le représentant de l'Ethiopie, qu'un vote peut être évité puisque le Conseil a été expressément invité, en vertu du paragraphe 8 de la résolution 31/33 de l'Assemblée générale, à examiner une certaine question en collaboration avec la Commission des droits de l'homme. Il fait observer que, lorsque le Conseil entamerait la discussion sur le fond de la question, il pourrait se déclarer incompétent en ce qui concerne l'aspect constitutionnel du problème. Quoi qu'il en soit, le Conseil n'a pas à prendre de décision formelle à l'heure actuelle, et la procédure la plus impartiale consisterait à appliquer les directives de l'Assemblée générale. Le représentant de la Bulgarie demande instamment aux délégations qui appuient l'amendement britannique de ne pas préjuger de la décision du Conseil.

26. M. BARCELO (Mexique) estime que la déclaration du représentant de la Bulgarie montre clairement qu'il s'agit exclusivement d'une question de procédure et que, conformément au règlement intérieur, le Conseil doit inscrire à son ordre du jour provisoire toutes les questions qui lui ont été renvoyées par l'Assemblée générale. Il est même inutile de procéder à un vote sur la question.

27. Mlle BALOGUN (Nigéria) estime que le Président du Conseil a le pouvoir de décider que la question n'a pas à être débattue, le Conseil n'étant pas habilité, à sa session d'organisation, à refuser de s'acquitter de ses obligations. Diverses résolutions suscitent des difficultés pour de nombreux Etats Membres, mais ils n'ont pas demandé – et ne sont d'ailleurs pas en droit de demander – la suppression de questions qui vont à l'encontre de leurs intérêts. Mlle Balogun demande au Président de statuer et de clore le débat.

28. M. KANAZAWA (Japon) dit que sa délégation a déjà émis des réserves à propos de la résolution 31/33 de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne ses aspects constitutionnels, et qu'elle appuie la proposition du Royaume-Uni visant à supprimer la référence à cette résolution à l'alinéa e du paragraphe 4.

29. Pour M. IBRAHIM (Ethiopie), la déclaration du représentant de la Bulgarie a contribué à éclaircir le problème. A son avis, l'Assemblée a chargé le Conseil d'inscrire à son ordre du jour provisoire toute une question, sans fractionnement ni modification possible. Il demande au Président de prendre une décision en la matière.

30. M. DIRAR (Observateur de l'Organisation de l'unité africaine) dit que son organisation attache une grande importance au fond de la résolution 31/33 et qu'elle s'inquiète du dangereux précédent créé par le débat de procédure en cours. L'OUA appuie sans réserve l'inscription de toute la question à l'ordre du jour provisoire du Conseil.

31. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a soigneusement évité d'aborder le fond de la question car la session d'organisation n'est pas le forum où il convient d'en traiter. Il souhaite cependant éviter tout quiproquo. La position de sa délégation à l'égard de l'*apartheid* et du gouvernement par la majorité en Afrique australe est parfaitement claire et connue de tous et n'a pas changé. Elle n'est pas sans éprouver des difficultés touchant certaines questions et résolutions figurant à l'ordre du jour provisoire, mais estime que le problème de procédure soulevé par la mention de la résolution 31/33 est unique et important et pose une question de principe visant les pouvoirs institués par la Charte.

32. M. YANKOV (Bulgarie) dit que les pouvoirs du Conseil et de l'Assemblée générale sont clairement définis dans la Charte et que l'Article 66 précise les rapports entre ces deux organes.

33. Le Conseil doit maintenant résoudre la question préliminaire de savoir s'il convient de prendre une décision sur l'inscription ou la non-inscription d'une question à son ordre du jour. Ce qu'il faut, c'est déterminer s'il doit pour cela prendre une décision formelle ou procéder par consensus.

34. M. Yankov note que le paragraphe 2 de l'article 9 du règlement intérieur du Conseil, qui traite de l'établissement de l'ordre du jour provisoire, a été rédigé conformément à l'Article 66 de la Charte et que le Conseil ne peut dès lors pas prendre de décision sur la recevabilité d'une question mais seulement l'intérêt qu'elle présente.

35. M. Yankov appuie le représentant de l'Ethiopie qui a demandé au Président de prendre une décision en la matière ou d'inviter le Conseil à trancher la question préliminaire.

36. Mlle BALOGUN (Nigéria) suggère de tenir des consultations officieuses; si le problème ne peut être réglé par cette voie, sa délégation se réserve le droit de demander au Président de l'Assemblée générale de donner son avis.

37. Le PRESIDENT suggère que le Conseil vote sur la motion de la Bulgarie qui, conformément à l'article 56 du règlement intérieur, tend à ce qu'il soit statué sur la compétence du Conseil à adopter la proposition du Royaume-Uni.

38. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que les observations du représentant de la Bulgarie ne relèvent qu'en partie de la question à l'examen et ne l'expliquent qu'en partie. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 du règlement intérieur, que ce représentant a citées, ne sont pas en jeu. Le but de la proposition de sa délégation est d'éviter de prendre une décision aussi riche en aspects tant politiques que constitutionnels et touchant à la procédure que la décision de renvoyer au stade actuel la question à la Commission des droits de l'homme. C'est un point que le représentant de la Bulgarie n'a pas abordé.

39. Mlle BALOGUN (Nigéria) suggère que le Conseil vote sur la motion de la Bulgarie.

40. M. IBRAHIM (Ethiopie) suggère que le Conseil vote sur la proposition du Royaume-Uni.

41. Mlle BALOGUN (Nigéria) réitère sa suggestion : le Conseil devrait voter sur la motion affirmant qu'il n'est pas compétent pour examiner la proposition de la délégation britannique.

42. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que l'article 9 du règlement intérieur n'est de toute évidence pas pertinent, le secrétariat du Conseil ayant déjà inclus cette question dans le projet de programme de travail de base. Les dispositions pertinentes se trouvent en fait au paragraphe 1 de l'article 13 du règlement intérieur qui n'a qu'une signification possible, à savoir que le Conseil peut adopter l'ordre du jour de son choix, sans qu'il soit obligatoirement celui qu'a établi le Secrétariat. Cela étant, le but de la proposition du Royaume-Uni est de déterminer si la résolution 31/33 doit être renvoyée à la Commission des droits de l'homme ou non.

43. M. WARSAMA (Somalie) dit que le Conseil ne saurait négliger l'invitation que l'Assemblée générale lui a adressée au paragraphe 8 de sa résolution 31/33. Le problème à résoudre est donc de déterminer si le Conseil peut refuser d'examiner une question qui lui est renvoyée par l'Assemblée.

44. M. BENHOCINE (Algérie) dit que la proposition du Royaume-Uni semble être différemment interprétée par différentes délégations. De l'avis de la délégation algérienne, adopter cette proposition reviendrait, pour le Conseil, à ne pas faire droit à une demande de l'Assemblée générale au moment voulu. L'Assemblée a invité le Conseil à examiner la question et à lui soumettre un rapport lors de sa trente-troisième session. Si la question n'est pas immédiatement renvoyée à la Commission des droits de l'homme, il sera impossible d'en finir l'étude à la date prévue. M. Benhocine estime que le Conseil doit décider s'il a compétence pour voter sur la proposition britannique.

45. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) tend à se ranger à l'avis du représentant de l'Algérie. Si le problème à résoudre est simplement de déterminer si le Conseil doit s'assurer la collaboration de la Commission des droits de l'homme, qui est un organe subsidiaire, M. Lindenberg Sette serait enclin à souscrire à l'opinion que le Conseil peut se passer de cette collaboration s'il le souhaite. La question doit néanmoins figurer quelque part à l'ordre du jour du Conseil puisque celui-ci ne saurait purement et simplement ignorer une demande de l'Assemblée générale.

46. M. AMIRDIVANI (Iran) dit que sa délégation considère la proposition du Royaume-Uni comme un amendement, aux termes de l'article 66 du règlement intérieur.

47. M. BAMBA (Haute-Volta) estime, comme le représentant du Brésil, que même si la question n'est pas renvoyée à la Commission des droits de l'homme, elle doit figurer à l'ordre du jour du Conseil. Par ailleurs, il n'est pas du tout persuadé que le Conseil soit habilité à mettre en question un jugement porté par l'Assemblée générale, pour qui la Commission des droits de l'homme est l'organe compétent pour étudier la question.

48. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que la motion concernant la compétence du Conseil à décider s'il peut ou non supprimer un énoncé dans son projet de programme de travail est fallacieuse. La proposition de sa délégation vise simplement à ce que le Conseil ne décide pas, au stade actuel, de renvoyer la question à la Commission des droits de l'homme. Il est ridicule de soutenir qu'une telle décision n'est pas de la compétence du Conseil.

49. M. YANKOV (Bulgarie) n'est pas d'accord avec le raisonnement de la délégation britannique. La proposition du Royaume-Uni est constitutionnellement irrecevable et le Conseil doit donc commencer par déterminer si elle peut faire l'objet d'une décision formelle.

La séance est levée à 13 heures.

2044^e séance

Vendredi 14 janvier 1977, à 16 h 45.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2044

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail de base du Conseil
pour 1977 (*fin*) [E/5900, E/5905, E/L.1743]

1. Le **PRESIDENT** invite les membres du Conseil à formuler leurs observations sur les deux propositions faites oralement à la séance précédente et les prie instamment de faire preuve de souplesse dans l'application du règlement intérieur.

2. M. EHSASSI (Iran) propose de mettre aux voix séparément les mots de l'alinéa e du paragraphe 4 du document E/L.1743 concernant la résolution 31/33 de l'Assemblée générale. Il formule cette proposition sous réserve que les représentants du Royaume-Uni et de la Bulgarie acceptent qu'il y soit donné priorité.

3. M. RIVAS (Colombie) dit que, étant donné la situation dans laquelle se trouve le Conseil, il appuie la proposition iranienne. Bien que la délégation colombienne ne juge pas la proposition du Royaume-Uni acceptable, elle ne pense pas qu'elle mette en question la compétence du Conseil, étant donné que le représentant du Royaume-Uni a indiqué que son seul souci était que le Conseil ne décide pas, au stade actuel, s'il doit ou non renvoyer la résolution 31/33 à la Commission des droits de l'homme. Si la proposition du Royaume-Uni était directement mise aux voix, cela pourrait donner lieu à une reprise de la discussion sur l'ensemble du document et prolonger ainsi le débat. La proposition iranienne donnerait l'occasion aux délégations qui ont formulé des réserves de les exprimer officiellement par leur vote.

4. M. YANKOV (Bulgarie) répète que, selon lui, bien que tout membre du Conseil ait le droit de formuler une proposition ou un amendement, la proposition du Royaume-Uni ne peut faire l'objet d'une décision de la part du Conseil car il en résulterait des incidences sur le plan de la procédure sur le plan constitutionnel qui risqueraient de prêter à confusion dans d'autres cas. Il serait anticonstitutionnel que le Conseil économique et social conteste une résolution adoptée par l'Assemblée générale. Néanmoins,

dans un esprit de conciliation, M. Yankov n'insistera pas pour que l'on procède à un vote sur la constitutionnalité de la proposition du Royaume-Uni.

5. M. QADRUD-DIN (Pakistan), rappelant la position de sa délégation sur la question de la constitutionnalité, dit que le Conseil ne doit pas prendre une position qui irait à l'encontre des directives de l'Assemblée générale. La proposition iranienne offre un moyen de sortir du dilemme qui se pose au Conseil. En votant séparément sur la question de savoir s'il faut maintenir les mots en question, le Conseil déciderait s'il doit renvoyer la résolution 31/33 à la Commission des droits de l'homme, immédiatement ou ultérieurement, et il n'aborderait pas la question de savoir si la compétence du Conseil est contestée. La délégation pakistanaise estime que, pour que le Conseil applique intégralement les directives de l'Assemblée générale, compte tenu de la date à laquelle la résolution a été adoptée et de celle de la réunion de la Commission, cette mesure devrait être prise immédiatement et la délégation pakistanaise voterait donc pour le maintien des mots en question. Toutefois, l'appel qu'elle a lancé précédemment pour que le Conseil adopte simplement ce document par consensus et laisse aux délégations le soin de formuler leur interprétation pour qu'elle soit consignée formellement demeure valable.

6. M. MAHGOUB (Soudan) dit que la délégation soudanaise accepte avec réticence la proposition du représentant de l'Iran. Cela ne veut pas dire toutefois qu'elle reconnaît implicitement que la résolution de l'Assemblée générale peut être mise en question quant au fond.

7. M. WARSAMA (Somalie) dit que le Conseil devrait savoir exactement sur quoi il va voter. Le représentant de la Colombie a dit que l'intention était d'éviter de prendre une décision immédiate sur le renvoi de la question à la Commission des droits de l'homme. La délégation somalie a cru comprendre que le Royaume-Uni proposait de supprimer les mots indiquant que le Conseil décide de renvoyer la résolution 31/33 à la Commission. Si le Conseil va voter sur la question de savoir s'il doit décider dès maintenant de renvoyer la résolution à la Commission, la délégation somalie peut accepter cette proposition par souci de